

OTC : la Russie a commence les travaux pour ouvrir un consulat à Kapan

Le Parlement européen dénonce une « épuration ethnique », veut des sanctions

Le Parlement européen s'est prononcé jeudi en faveur de sanctions « ciblées » contre Bakou, dénonçant dans un texte voté à une très large majorité, une « épuration ethnique » au Haut-Karabakh, après l'intervention militaire azerbaïdjanaise.

Les eurodéputés, réunis à Strasbourg, « estiment que la situation actuelle équivaut à une épuration ethnique » et ils réclament des « sanctions ciblées » contre les dirigeants azerbaïdjanaïses qui se seraient rendus coupables de violations des droits humains et du cessez-le-feu au Haut-Karabakh.

AFP

Le Figaro

5 octobre 2023

[Haut-Karabakh : «Le temps n'est pas aux sanctions» contre l'Azerbaïdjan, estime](#)

Haut-Karabakh : «Le temps n'est pas aux sanctions» contre l'Azerbaïdjan, estime Emmanuel Macron

Par Le Figaro avec AFP

LE POINT SUR LA SITUATION - Le président français a également regretté l'absence des présidents de l'Azerbaïdjan et de la Turquie à Grenade, en Espagne, pour le sommet européen.

SOMMAIRE

- [L'Azerbaïdjan prêt à des pourparlers avec l'Arménie sous médiation de l'UE](#)
- [Macron juge que «le temps n'est pas aux sanctions» contre l'Azerbaïdjan](#)
- [Poutine juge que la reprise du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan était «inévitabile»](#)
- [L'exode au Haut-Karabach «ressemble» à une épuration ethnique, selon Colonna](#)
- [Les eurodéputés veulent sanctionner Bakou accusé d'«épuration ethnique»](#)

L'Azerbaïdjan prêt à des pourparlers avec l'Arménie sous médiation de l'UE

L'[Azerbaïdjan](#) est prêt à des pourparlers avec l'[Arménie](#) sous médiation de l'[Union européenne](#), après son offensive victorieuse au [Haut-Karabakh](#), a assuré jeudi 5 octobre un conseiller du président azerbaïdjanais, même si son pays ne s'est pas rendu à un sommet européen en Espagne où le sujet devait être évoqué.

«L'Azerbaïdjan est prêt à participer prochainement à Bruxelles à des réunions tripartites entre l'Union européenne, l'Azerbaïdjan et l'Arménie», a assuré Hikmet Hajiev, un conseiller du président azerbaïdjanais Ilham Aliev, sur X, tout en dénonçant la «politique de militarisation» de la France dans le Caucase, qui a conduit, selon lui, son pays à renoncer à participer à un sommet européen jeudi à Grenade.

À lire aussi [L'Azerbaïdjan s'irrite du soutien français à l'Arménie](#)

Macron juge que «le temps n'est pas aux sanctions» contre l'Azerbaïdjan

Le président français [Emmanuel Macron](#) a estimé jeudi à Grenade que le temps n'était «pas aux sanctions» contre l'Azerbaïdjan et qu'il fallait continuer de discuter avec ce pays pour «protéger au mieux» l'Arménie. S'il a «regretté profondément» l'absence de ses homologues azerbaïdjanais Ilham Aliev et turc Recep Tayyip Erdogan au sommet de la Communauté politique européenne, Emmanuel Macron a souligné qu'il «rappellerait» Ilham Aliev pour «maintenir la pression» sur ce pays.

À lire aussi [La lettre de Sylvain Tesson à Emmanuel Macron: «Monsieur le président, l'Arménie est en passe de disparaître»](#)

Poutine juge que la reprise du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan était «inévitabile»

[Vladimir Poutine](#) a jugé jeudi que la reprise de l'enclave sécessionniste du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan était «inévitabile», après des critiques de son allié arménien, qui accuse Moscou d'inaction. Cela «était inévitable après la reconnaissance de la souveraineté de l'Azerbaïdjan (sur le Karabakh) par les autorités arméniennes», a-t-il affirmé, précisant que l'Arménie était «toujours» l'alliée de la Russie. «Ce n'était qu'une question de temps avant que l'Azerbaïdjan ne commence à rétablir l'ordre constitutionnel dans cette région», a ajouté le président russe.

À lire aussi [Comment Vladimir Poutine dessine les nouvelles «routes stratégiques» de la Russie](#)

L'exode au Haut-Karabach «ressemble» à une épuration ethnique, selon Colonna

L'exode forcé des Arméniens du Haut-Karabakh, après la victoire éclair de l'Azerbaïdjan, «ressemble» à de l'épuration ethnique, a estimé jeudi la ministre française des Affaires étrangères. Interrogée sur le plateau du 20h de France Télévision sur le fait de savoir s'il s'agissait d'épuration ethnique, Catherine Colonna a répondu : *«ça y ressemble, en tout cas : un exode forcé, des gens qui doivent quitter leurs terres ancestrales, leurs foyers, après des opérations militaires ou sous la menace de nouvelles opérations militaires».*

Selon la cheffe de la diplomatie française, *«ce ne sont pas des départs volontaires, même s'il faut garder l'espoir bien sûr qu'ils reviennent un jour (...)».* Les responsables politiques français qualifient en chœur de *«nettoyage ethnique»* cet exode forcé, alors que le gouvernement continuait jusqu'à présent de parler de *«drame»* et d'*«exode massif organisé»*. À nouveau questionnée sur le terme *«épuration ethnique»*, elle a répondu : *«on peut le valider. J'ai employé souvent ce mot de crime, de tragédie également. Mais il faut garder l'espoir qu'ils puissent revenir».*

À lire aussi [Haut-Karabakh : «Nous assistons à une entreprise génocidaire qui a 130 ans»](#)

Les eurodéputés veulent sanctionner Bakou accusé d'«épuration ethnique»

Le Parlement européen s'est prononcé jeudi en faveur de sanctions *«ciblées»* contre Bakou, dénonçant dans un texte voté à une très large majorité, une *«épuration ethnique»* au [Haut-Karabakh](#), après l'intervention militaire azerbaïdjanaise. Les eurodéputés, réunis à Strasbourg, *«estiment que la situation actuelle équivaut à une épuration ethnique»* et réclament des *«sanctions ciblées»* contre les dirigeants azerbaïdjanais, qui se seraient rendus coupables de violations des droits humains et du cessez-le-feu au Haut-Karabakh. Les

eurodéputés ont également «*vivement déconseillé à l'Azerbaïdjan de se lancer dans une opération militaire contre l'Arménie*». Ils ont aussi réitéré leur demande de retrait des troupes de Bakou stationnées dans le sud de l'Arménie.

À lire aussi [Haut-Karabakh : plus d'un tiers de la population a fui en Arménie, selon Erevan](#)

L'Arménie et l'Azerbaïdjan s'accusent mutuellement de tirs près de la frontière

L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont accusés mutuellement de tirs sur leurs troupes respectives près de la frontière jeudi, sans déplorer de blessés, dans un contexte de fortes tensions après l'offensive victorieuse de Bakou au Haut-Karabakh. Le ministère de la Défense arménien a affirmé que des soldats azerbaïdjanais avaient «*ouvert le feu*» sur un véhicule transportant des provisions autour de 13h50 près de Norabak, ville arménienne située tout près de la frontière. Côté azerbaïdjanais, le ministère de la Défense a évoqué des tirs arméniens contre ses troupes dans une région voisine.

À lire aussi [«Éclats du monde» N°29 : Piégée par ses alliances, l'Arménie à la merci de l'Azerbaïdjan](#)

L'Azerbaïdjan confirme avoir arrêté un ex-président séparatiste du Haut-Karabakh

L'[Azerbaïdjan](#) a confirmé jeudi 5 octobre avoir arrêté un ex-président de la république autoproclamée du [Haut-Karabakh](#), enclave où elle vient d'emporter une [victoire éclair contre l'enclave autonome arménienne](#). Araïk Haroutiounian, qui avait dirigé l'enclave jusqu'à début septembre 2023, a été placé en détention car il est soupçonné d'avoir «*mené une guerre*» et «*engagé des mercenaires*», «*violant les principes humanitaires internationaux*», a déclaré le bureau du procureur général azerbaïdjanais. L'[Arménie](#) dénonce des interpellations «*illégal*» et «*arbitraires*» de Bakou parmi les rangs des anciens dirigeants du Haut-Karabakh.

t-il sanctionner l'Azerbaïdjan après son agression contre le Haut-

Le Figaro

6 octobre 2023

[Hovhannès Guévorkian, représentant du Haut-Karabakh en France: «Les Azéris s'attaqueront demain à l'Arménie» \(lefigaro.fr\)](#)

Hovhannès Guévorkian, représentant du Haut-Karabakh en France: «Les Azéris s'attaqueront demain à l'Arménie»

PORTRAIT - En France, l'Artsakh, c'était lui. Depuis vingt ans (!), ce quadragénaire arménien parfaitement francophone et farouchement francophile était le représentant officiel de son pays... qui vient d'être rayé de la carte par son voisin azerbaïdjanais.

Il est l'un des diplomates les plus singuliers qui existe. D'abord parce qu'il représente son pays en France depuis vingt ans, alors qu'il est rare d'occuper un tel poste dans le même État étranger plus de quatre ou cinq ans. Ensuite parce que dans quelques mois, il perdra sa fonction car son pays n'existera plus. Hovhannès Guévorkian, 49 ans, est le représentant de la République d'Artsakh, proclamée en septembre 1991, et dont une invasion éclair menée il y a quinze jours par son voisin azerbaïdjanais a provoqué l'effacement. Administratif, mais pas seulement. En poussant [ses 120.000 habitants arméniens à quitter des terres que leurs ancêtres occupaient déjà il y a 25 siècles](#), le dictateur Ilham Aliev, chef d'un État né, lui, en 1918 sur les décombres des Empires russe et ottoman, a aussi fait disparaître des hommes et des femmes d'un territoire. Cela s'appelle un nettoyage ethnique.

La carrière diplomatique de Hovhannès Guévorkian est à la fois simple et peu

banale. Né en Arménie où il...

Cet article est réservé aux abonnés.

France Info

5 octobre 2023

[Haut-Karabakh : des sanctions contre l'Azerbaïdjan ne sont "pas à l'ordre du jour", déclare la ministre des Affaires étrangères sur France 2 \(francetvinfo.fr\)](https://www.francetvinfo.fr)

Haut-Karabakh : des sanctions contre l'Azerbaïdjan ne sont "pas à l'ordre du jour", déclare la ministre des Affaires étrangères sur France 2

Le président du Conseil européen, Charles Michel, a indiqué jeudi avoir invité le président azerbaïdjanais et le Premier ministre arménien d'ici fin octobre, pour des pourparlers à Bruxelles.

Malgré l'exode massif de milliers d'Arméniens, obligés de fuir après l'[offensive victorieuse de Bakou au Haut-Karabakh](#), la discussion doit se poursuivre avec l'Azerbaïdjan. Invitée sur le plateau de France 2, jeudi 5 octobre, lors d'une édition spéciale consacrée à la situation dans ce territoire, Catherine Colonna a indiqué que des sanctions contre Bakou ne sont "*pas à l'ordre du jour*". La ministre des Affaires étrangères a repris des propos tenus, plus tôt dans la journée depuis Grenade, par Emmanuel Macron. Au sommet de la Communauté politique européenne, le président français a notamment affirmé "*qu'il fa[llai]t*

continuer à discuter avec l'Azerbaïdjan". Pourtant, la cheffe de la diplomatie française a estimé que la situation sur place "*ressemble*" à une épuration ethnique. Suivez notre direct.

L'Azerbaïdjan prêt à des pourparlers avec l'Arménie sous médiation de l'UE. Malgré son absence au sommet de Grenade, Bakou se dit "*prêt à participer prochainement à Bruxelles à des réunions tripartites entre l'Union européenne, l'Azerbaïdjan et l'Arménie*", assure un conseiller de la présidence azerbaïdjanaise. Le président du Conseil européen, Charles Michel, a indiqué jeudi avoir invité le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev et le Premier ministre arménien Nikol Pachinian d'ici fin octobre, à Bruxelles, afin de réduire les tensions entre les deux pays.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan s'accusent mutuellement de tirs. Ces frappes près de la frontière n'ont pas fait de blessés. Le ministère de la Défense arménien a affirmé que des soldats azerbaïdjanais avaient "*ouvert le feu*" sur un véhicule transportant des provisions autour de 13h50 près de Norabak, ville arménienne située tout près de la frontière. Côté azerbaïdjanais, le ministère de la Défense a évoqué des tirs arméniens contre ses troupes dans une région voisine. Aucun blessé n'a été signalé.

Le Parlement européen dénonce une "épuration ethnique". Dans un texte voté à une très large majorité, le Parlement européen s'est prononcé jeudi en faveur de sanctions "*ciblées*" contre les dirigeants azerbaïdjanais, qui se seraient rendus coupables de [violations des droits humains](#) et du cessez-le-feu au Haut-Karabakh. Les parlementaires souhaitent aussi un "*réexamen complet des relations de l'Union européenne avec l'Azerbaïdjan*".

L'Express

4 octobre 2023

[Haut-Karabakh : "L'Azerbaïdjan est un partenaire marginal pour l'UE" - L'Express \(lexpress.fr\)](#)

Haut-Karabakh : "L'Azerbaïdjan est un partenaire marginal pour l'UE"

Certains représentants de la classe politique française appellent à des mesures de rétorsion à l'égard de Bakou, après l'offensive menée contre le Haut-Karabakh.

Des condamnations, mais pas de sanctions pour l'instant. [L'offensive de Bakou contre le Haut-Karabakh](#), enclave arménienne en Azerbaïdjan, a suscité l'émoi mais n'a pas encore eu de conséquences sur les relations commerciales entre l'Europe et le pays agresseur. En France, [certains responsables politiques s'activent néanmoins](#). Catherine Colonna, cheffe de la diplomatie française, était à Erevan mardi 3 octobre pour assurer l'Arménie du soutien de Paris. De son côté, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a dénoncé sur RTL le même jour une "épuration ethnique" au Haut-Karabakh....

Cet article est réservé aux abonnés.

Nouvelles d'Arménie Magazine

4 octobre 2023

[Confirmation de l'arrestation d'Arayik Haroutounian par des supports \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Confirmation de l'arrestation d'Arayik Haroutounian par des supports pro-Aliev



Divers sites, supports et autres comptes azerbaïdjanais affiliés à la dictature du régime Aliev publient des photos de l'arrestation d'Arayik Haroutounian, dernier président démocratiquement élu de la République libre du Haut-Karabakh. Il est à noter que l'une des illustrations exhibées est un photomontage qui substitue le visage d'Arayik à celui d'Alexandre Lapshin lorsqu'il arrive sur le tarmac de l'aéroport de Bakou encadré par deux colosses azerbaïdjanais en uniforme et masqués. Le blogueur israélo-russe avait été enlevé en 2016 en Biélorussie pour être illégalement livré aux autorités azerbaïdjanaises qui se sont empressées de l'emprisonner et de le torturer. L'Azerbaïdjan a été condamné par la CEDH pour ces sévices. L'arrestation des responsables politiques de l'Artsakh contrevient à l'annonce d'Aliev en mai dernier de leur accorder l'amnistie, une décision qui avait été saluée par les Etats-Unis. Faut-il croire les dictateurs : oui, quand ils annoncent le pire. Non quand ils tentent de se montrer humains.

Nor Haratch

6 octobre 2023

L'Azerbaïdjan a emprisonné Arkady Ghoukassian, Bako Sahakian et Davit Ichkhanian sur de fausses accusations

Selon les médias azerbaïdjanais, le tribunal du district Sabayil de Bakou a

examiné les accusations montées de toutes pièces présentées par les services de sécurité de l'État contre les anciens présidents du Haut-Karabakh, Arkady Ghoukassian et Bako Sahakian, ainsi que le président de l'Assemblée nationale, Davit Ichkhanian, et les a condamnés à 4 mois de prison.

Nouvelles d'Arménie Magazine

4 octobre 2023

La corruption azerbaïdjanaise gangrène le patrimoine universel

[La corruption azerbaïdjanaise gangrène le patrimoine universel - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

L'Azerbaïdjan proclame à la cantonade que le complexe monastique de Gandzasar a été « victime du vandalisme arménien ». Les Azerbaïdjanais entreprendront naturellement de transformer ce monument de l'architecture et du patrimoine culturel arménien pour en éliminer toute trace arménienne. C'est ce qu'ils ont déjà fait sur le patrimoine arménien de l'ensemble des territoires d'Artsakh passés sous leur contrôle.

Dès lors, une question se pose. Où sont les Nations Unies ? L'UNESCO, sa structure ? Où sont les diverses autres structures internationales et la soi-disant « communauté internationale » ? Chacun est en place, certains même en Artsakh d'où ils déclarent « qu'il n'y a aucune trace de violence contre la population civile et les infrastructures », légitimant ainsi le nettoyage ethnique mené par Aliev.

En réalité, l'Azerbaïdjan efface non seulement les traces du patrimoine culturel arménien, mais aussi celle de la mission humanitaire de la communauté internationale et des structures internationales.

Par ses actions, l'Azerbaïdjan démontre à quel point ces structures sont creuses, à quel point leurs positions sont hypocrites concernant des valeurs comme les

Droits de l'homme, la culture, etc. Autrement, ces structures seraient intervenues - y compris après le 9 novembre 2020 - en tentant de sauver le patrimoine culturel arménien, en ne permettant pas à l'Azerbaïdjan de détruire les traces de la culture arménienne.

Elles pourraient, au moins, tenter d'agir aujourd'hui.

Mais elles ne peuvent pas agir si, par exemple, elles ont déjà travaillé grâce à des financements azerbaïdjanais. Peu importe, par exemple, les motifs de la démission de Mehriban Alieva [l'épouse d'Ilham Aliev et Vice-Présidente, ndt] de son mandat d'ambassadrice de l'UNESCO en 2021, afin, peut-être, de dissiper des doutes de corruption concernant l'UNESCO.

En réalité, les structures internationales sont progressivement devenues des rentières de la corruption internationale, des acteurs de la corruption plutôt que de l'humanisme et de ses valeurs.

On en voit aujourd'hui les conséquences douloureuses en Artsakh.

Par Hagop Badalyan

1 In am / Erevan le 4 Octobre 2023

Traduction, Sahak Sukiasyan

Le Courrier d'Erevan

6 octobre 2023

[La Turquie a exigé la fermeture de la Centrale nucléaire arménienne \(courrier.am\)](https://www.courrier.am)

La Turquie a exigé la fermeture de la Centrale nucléaire arménienne

La Turquie exige la fermeture de la Centrale nucléaire arménienne de Metsamor en raison de sa situation dans une zone sujette aux

tremblements de terre et de sa technologie ancienne. Un appel demandant une action sur la Centrale nucléaire de Metsamor, située près de la frontière turco-arménienne, a été lancé lors d'une session de la Grande Assemblée nationale de Turquie, a rapporté l'agence de presse étatique Anadolu Ajansi.

Le parlement turc a souligné qu'en raison de la fin de sa durée de vie opérationnelle et de l'utilisation d'une technologie ancienne, l'installation présente un risque pour l'ensemble de la région. « Notre région et le monde ne peuvent se permettre un second Tchernobyl. La centrale nucléaire de Metsamor doit être fermée », a déclaré le ministère turc des Affaires étrangères. La construction de la centrale nucléaire de Metsamor a commencé en 1970 et comporte deux réacteurs. Après l'arrêt des réacteurs à la suite du tremblement de terre de Spitak en 1988, le réacteur numéro deux a été redémarré en 1995 après des réparations. La centrale nucléaire a atteint la fin de sa durée de vie opérationnelle en 2005 et a fait l'objet d'une remise à neuf en août 2021, après quoi elle a été prolongée jusqu'en 2026.

RUSSIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

6 octobre 2023

La Russie a commencé les travaux pour ouvrir un consulat général à

Kapan dans la région du Syunik au sud de l'Arménie

Le 5 octobre a eu lieu la réunion du chef du groupe préliminaire du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie et le maire de Meghri, sur l'ouverture du consulat général de Russie à Kapan dans la région du Syunik au sud de l'Arménie.

L'ambassade de Russie en Arménie en a informé sur sa page Facebook officielle, précisant que les perspectives d'ouverture d'un nouveau bureau consulaire russe dans la région de Syunik ont été discutées dès que possible, ce qui simplifiera considérablement l'accès aux services consulaires. Services pour les citoyens russes vivant dans le sud de l'Arménie.

« En outre, il a été noté que le nouveau consulat général contribuerait au renforcement des relations arméno-russes et à la stabilisation de la situation dans la région, ainsi qu'à l'expansion de la coopération culturelle, humanitaire, commerciale, économique et interrégionale » indique le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

4 octobre 2023

Poutine blâme Erevan pour la prise de contrôle du Karabakh par l'Azerbaïdjan

Le président russe Vladimir Poutine a affirmé jeudi que les forces de maintien de la paix russes n'auraient pas pu contrecarrer l'offensive militaire menée par l'Azerbaïdjan les 19 et 20 septembre dans le Haut-Karabakh et l'a imputée à la

reconnaissance par l'Arménie de la souveraineté azerbaïdjanaise sur la région. Le gouvernement arménien a demandé aux forces de maintien de la paix d'intervenir pour protéger la population du Karabakh quelques heures après le début de l'assaut azerbaïdjanais. Les responsables russes ont exclu une telle intervention, ce qui a conduit Erevan à accuser Moscou de ne pas honorer les obligations qui lui incombent en vertu d'un accord de trêve conclu en 2020 sous son égide.

« Les soldats de la paix n'avaient que le droit de surveiller le régime de cessez-le-feu », a rétorqué M. Poutine lors d'une réunion annuelle du club de discussion russe Valdai.

Il a ajouté que le Premier ministre arménien Nikol Pashinian avait fortement dégradé le statut du contingent russe de maintien de la paix en reconnaissant le Karabakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan lors des sommets arméno-azerbaïdjanais organisés par l'Union européenne en octobre 2022 et en mai 2023. Les démarches de M. Pashinian ont légitimé l'action militaire de Bakou qui a conduit à l'exode massif de la population arménienne du Karabakh, a-t-il déclaré.

« J'ai appris par la presse que l'Arménie reconnaissait le Karabakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan, elle ne nous a pas informés séparément », a ajouté M. Poutine dans une autre réprimande sévère à l'égard du dirigeant arménien.

D'autres responsables russes, ainsi que le ministère des affaires étrangères à Moscou, ont également souligné la décision de Pashinian, dénoncée par l'opposition arménienne, dans les mois qui ont précédé la prise de pouvoir par l'Azerbaïdjan. Ils l'ont utilisée pour tenter de justifier l'échec des forces de maintien de la paix à rouvrir la circulation dans le corridor de Lachin bloqué par l'Azerbaïdjan en décembre dernier.

De nombreux Arméniens estiment que les forces de maintien de la paix auraient également pu empêcher l'Azerbaïdjan d'arrêter une douzaine de dirigeants actuels et anciens du Karabakh, qui sont actuellement condamnés à de lourdes peines de prison à Bakou. Les autorités de Stepanakert sont connues depuis longtemps pour leurs positions pro-russes.

M. Poutine a exprimé l'espoir que le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev fasse preuve de clémence à l'égard des dirigeants arméniens du Karabakh emprisonnés « maintenant que toutes les questions territoriales pour l'Azerbaïdjan ont été résolues ». Mais dans une autre boutade à l'égard de Pashinian, il a suggéré que les autorités arméniennes « ne veulent pas vraiment les voir à Erevan ».

4 octobre 2023

Moscou affirme que la base militaire russe en Arménie est réglementée par les documents

Les questions liées à l'emplacement de la base militaire russe en Arménie sont régies par les documents selon la représentante officielle du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, qui l'a annoncé lors d'un point de presse.

« Premièrement, dans tous les cas, nous nous appuyons sur nos accords, qui sont consignés sur papier, et deuxièmement, nous réagissons concrètement à toutes les mesures et décisions concrètes, et la prévision de ce qui peut arriver est faite par des analystes. Nous faisons des commentaires sur les événements actuels qui se sont déjà produits ou sur ceux qui se produiront certainement » a déclaré la diplomate, répondant à la question de savoir si la partie russe s'attend à des mesures négatives de la part d'Erevan concernant l'avenir de la base militaire russe en Arménie.

« Si nous parlons de la position russe, elle est consignée dans les documents pertinents, elle est juridiquement formulée » a déclaré Maria Zakharova.

Selon l'accord interétatique de 1995, la 102^e base militaire russe est située sur le territoire de l'Arménie, la seule base russe en Transcaucasie (le nombre total de militaires est d'environ 5 000 personnes). En 2010, des modifications ont été apportées au document, selon lesquelles la durée de déploiement de la base militaire a été prolongée de 25 ans initialement à 49 ans, jusqu'en 2044. La base militaire dispose de deux garnisons à proximité de Gumri et d'Erevan.

Krikor Amirzayan

EUROPE

Nor Haratch

06 octobre 2023

[Une réunion quadrilatérale à Grenade - Nor Haratch](#)

Une réunion quadrilatérale à Grenade

À l'issue de la rencontre entre Pachinian, Macron, Scholz et Michel, une déclaration commune a été adoptée

Une réunion quadrilatérale du Premier ministre Nikol Pachinian, du président français Emmanuel Macron, du chancelier allemand Olaf Scholz et du président du Conseil européen Charles Michel a eu lieu à Grenade dans le cadre de la troisième Conférence de la Communauté politique européenne.

À l'issue de la rencontre, une déclaration commune a été adoptée, qui se lit notamment comme suit :

« Le Président du Conseil européen, Charles Michel, le Président de la République française, Emmanuel Macron, et le Chancelier de l'Allemagne, Olaf Scholz, ont rencontré à Grenade Nikol Pachinian, Premier ministre de l'Arménie.

Le Président du Conseil européen, Charles Michel, le Président français, Emmanuel Macron, et le Chancelier allemand, Olaf Scholz, ont marqué leur soutien indéfectible à l'indépendance, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'inviolabilité des frontières de l'Arménie.

Ils ont également exprimé leur soutien au renforcement des relations entre l'UE et l'Arménie, dans toutes ses dimensions, sur la base des besoins de la République d'Arménie. Ils sont convenus de la nécessité de fournir une aide humanitaire supplémentaire à l'Arménie, qui doit faire face aux conséquences du récent

déplacement [forcé] massif d'Arméniens du Karabakh.

Ils ont indiqué que ces réfugiés devraient être libres d'exercer leur droit au retour dans leurs foyers et leurs lieux de résidence, sans aucune condition, sous surveillance internationale et dans le respect de leur histoire, de leur culture et des droits de l'homme.

Ils restent attachés à tous les efforts visant à la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sur la base de la reconnaissance mutuelle de la souveraineté, de l'inviolabilité des frontières et de l'intégrité territoriale de l'Arménie (29 800 km²) et de l'Azerbaïdjan (86 600 km²), comme indiqué dans les déclarations du Président Michel du 14 mai et du 15 juillet 2023.

Ils ont appelé au strict respect du principe de non-recours à la force et à la menace de recours à la force. Ils ont souligné qu'il était urgent d'œuvrer à la délimitation des frontières sur la base des dernières cartes de l'état-major de l'URSS fournies aux parties, qui devraient également servir de base à la distanciation des forces, à la finalisation du traité de paix et à la résolution de toutes les questions humanitaires.

Ils ont appelé à une coopération régionale accrue et à l'ouverture de toutes les frontières, y compris la frontière entre l'Arménie et la Turquie, ainsi qu'à l'ouverture de communications régionales basées sur le plein respect de la souveraineté et de la juridiction des pays, ainsi que sur le principe d'égalité et de réciprocité.

Les dirigeants européens ont appelé l'Arménie et l'Azerbaïdjan à libérer tous les détenus, à coopérer pour régler le sort des personnes disparues et à faciliter les travaux de déminage. »

6 octobre 2023

[Déclaration du Premier ministre arménien Nikol Pashinyan, du président du \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Déclaration du Premier ministre arménien Nikol Pashinyan, du président du Conseil européen Michel, du président français Macron et du chancelier allemand Scholz

Le président du Conseil européen, Charles Michel, le président français, Emmanuel Macron, et le chancelier allemand, Olaf Scholz, ont rencontré à Grenade Nikol Pashinyan, Premier ministre de l'Arménie.

Le président du Conseil européen, Charles Michel, le président français, Emmanuel Macron, et le chancelier allemand, Olaf Scholz, ont souligné leur soutien indéfectible à l'indépendance, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'inviolabilité des frontières de l'Arménie.

Ils ont également exprimé leur soutien au renforcement des relations UE-Arménie, dans toutes ses dimensions, sur la base des besoins de la République d'Arménie.

Ils sont convenus de la nécessité de fournir une aide humanitaire supplémentaire à l'Arménie, qui doit faire face aux conséquences du récent déplacement massif d'Arméniens du Karabakh. Ils ont souligné que ces réfugiés doivent être libres d'exercer leur droit au retour dans leurs foyers et leurs lieux de vie, sans aucune condition, sous surveillance internationale et dans le respect de leur histoire, de leur culture et des droits de l'homme.

Ils restent attachés à tous les efforts visant à la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sur la base de la reconnaissance mutuelle de la souveraineté, de l'inviolabilité des frontières et de l'intégrité territoriale de l'Arménie (29 800 km²) et de l'Azerbaïdjan (86 600 km²), comme indiqué dans les déclarations du président Michel du 14 mai et du 15 juillet 2023. Ils ont appelé au strict respect du principe de non-recours à la force et à la menace de recours à la force. Ils ont souligné qu'il était urgent d'œuvrer à la délimitation des frontières sur la base des cartes les plus récentes de l'état-major de l'URSS qui ont été fournies aux parties, qui devraient également servir de base à la distanciation des forces, à la finalisation du traité de paix et à la résolution de toutes les questions humanitaires.

Ils ont appelé à une plus grande coopération régionale et à la réouverture de toutes les frontières, y compris la frontière entre l'Arménie et la Turquie, ainsi qu'à l'ouverture de liaisons régionales basées sur le plein respect de la souveraineté et de la juridiction des pays, ainsi que sur les principes d'égalité et de réciprocité.

Les dirigeants européens ont appelé l'Arménie et l'Azerbaïdjan à libérer tous les détenus, à coopérer pour régler le sort des personnes disparues et à faciliter les travaux de déminage.

TEXTE ORIGINAL

(EN ANGLAIS)

[Statement by Prime Minister Nikol Pashinyan of Armenia, President Michel of the European Council, President Macron of France and Chancellor Scholz of Germany - Consilium \(europa.eu\)](#)

Intervention de François-Xavier Bellamy au Parlement européen, ce mardi 3 octobre à Strasbourg.

« **Alors, est ce que la Commission européenne comprend enfin ce qui était en jeu dans le Haut-Karabakh ?** Est-ce que les dirigeants de nos pays mesurent que l'inaction, les mots creux, le « *nous appelons chaque partie* », les prétextes toujours nouveaux pour toujours fermer les yeux, que tout cela a laissé un dictateur renverser le droit international à nos portes, imposer un fait accompli qui nous menacera demain, et détruire des vies ?

Que répondrez-vous aux parents de Nver et Mikael, 10 ans et 8 ans, abattus par l'Azerbaïdjan ? Aux familles des centaines d'Arméniens tués en quelques jours dans cette « *opération antiterroriste* » ? Vous croyez vous aussi que c'est être terroriste ou séparatiste que de vouloir simplement demeurer en paix chez soi ?

Savez-vous que le peuple arménien vivait en Artsakh depuis deux mille ans ? Est-ce que vous laisserez ainsi se rétablir partout les frontières dictées par Staline ?

Pourquoi, pourquoi le moindre début de sanction n'a-t-il encore été appliqué aujourd'hui, après des mois de siège inhumain ? **Au milieu de cette épuration ethnique assumée par Aliyev, est-ce qu'acheter du gaz à Bakou est moins coupable que d'en acheter à Moscou ?** Et d'ailleurs, est-ce que ce n'est pas le même gaz ?

Que pensez-vous du fait que la première mesure des vainqueurs a été de donner à la rue principale de Stepanakert le nom d'Enver Pacha, l'organisateur du génocide des arméniens en 1915 ? Est-ce que ce camp-là est toujours le « partenaire fiable » de l'Europe ? Est-ce que cette Europe-là se souvient encore qu'elle est née précisément pour que plus jamais ne se répète un génocide ? Ces questions appellent des réponses.

[Conclusion absente du prononcé, la limite de temps ayant été atteinte :]

Est-ce que la Commission, le Conseil, les chefs d'État et de gouvernement, est-ce que **l'Europe se réveillera à temps avant que l'Arménie elle-même ne soit attaquée ?** »

5 octobre 2023

[Haut-Karabakh: le PE demande un réexamen des relations avec l'Azerbaïdjan | Actualité | Parlement européen \(europa.eu\)](#)

Haut-Karabakh: les députés demandent un réexamen des relations de l'UE avec l'Azerbaïdjan

- Le Parlement affirme que la situation actuelle des Arméniens fuyant le Haut-Karabakh équivaut à un nettoyage ethnique
- L'UE doit adopter des sanctions ciblées contre les fonctionnaires du gouvernement azerbaïdjanais responsables de violations du cessez-le-feu et de violations des droits humains au Haut-Karabakh
- L'UE devrait suspendre toute négociation sur un partenariat renouvelé avec Bakou, ainsi que sur le protocole d'accord dans le domaine de l'énergie
- Les députés demandent à la Turquie de réfréner son allié, l'Azerbaïdjan

Condamnant la prise de contrôle violente du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan, les députés appellent à des sanctions et demandent que l'UE réexamine ses relations avec Bakou.

Dans une résolution adoptée jeudi, le Parlement condamne fermement l'attaque militaire planifiée et injustifiée de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh le 19 septembre, qui, selon les députés, constitue une violation flagrante du droit international et des droits humains et une violation manifeste des tentatives antérieures de cessez-le-feu. Plus de 100,000 Arméniens de souche ayant été

contraints de fuir l'enclave depuis la dernière offensive, les députés estiment que la situation actuelle équivaut à un nettoyage ethnique et condamnent fermement les menaces et les violences commises par les troupes azerbaïdjanaises contre les habitants arméniens du Haut-Karabakh.

Ils demandent également à l'UE et aux États membres d'offrir immédiatement toute l'aide nécessaire à l'Arménie pour faire face à l'afflux de réfugiés en provenance du Haut-Karabakh et à la crise humanitaire qui a suivi.

Les députés veulent que les responsables azerbaïdjanais sanctionnés

Consterné par la dernière attaque de l'Azerbaïdjan, le Parlement demande à l'Union européenne d'adopter des sanctions ciblées contre les responsables du gouvernement de Bakou responsables de multiples violations du cessez-le-feu et des violations des droits humains dans le Haut-Karabakh. Tout en rappelant à la partie azerbaïdjanaise qu'elle porte l'entière responsabilité d'assurer la sécurité et le bien-être de tous les habitants de l'enclave, les députés demandent des enquêtes sur les abus commis par les troupes azerbaïdjanaises qui peuvent constituer des crimes de guerre.

Se déclarant gravement préoccupés par les déclarations irrédentistes et incendiaires du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev et d'autres responsables azéris menaçant l'intégrité territoriale de l'Arménie, les députés mettent Bakou en garde contre tout aventurisme militaire potentiel et appellent la Turquie à réfréner son allié. Ils condamnent également l'implication de la Turquie dans l'armement de l'Azerbaïdjan et son soutien total aux offensives de Bakou en 2020 et 2023.

L'UE doit réévaluer ses relations avec l'Azerbaïdjan

Le Parlement demande à l'Union européenne d'entreprendre un réexamen complet de ses relations avec Bakou. Développer un partenariat stratégique avec un pays comme l'Azerbaïdjan, qui viole de manière flagrante le droit international et les engagements internationaux, et qui a un bilan alarmant en matière de droits humains, est incompatible avec les objectifs de la politique étrangère de l'UE, affirment les députés. Ils exhortent l'UE à suspendre toute négociation sur un partenariat renouvelé avec Bakou et, si la situation ne s'améliore pas, envisagent de suspendre l'application de l'accord d'assouplissement des visas conclu par l'UE avec l'Azerbaïdjan.

Le Parlement demande également à l'Union de réduire sa dépendance à l'égard des importations de gaz azéri et, en cas d'agression militaire ou d'attaques hybrides importantes contre l'Arménie, d'arrêter complètement les importations de pétrole et de gaz azéris. En attendant, les députés souhaitent que l'actuel protocole d'accord sur un partenariat stratégique dans le domaine de l'énergie entre l'UE et l'Azerbaïdjan soit suspendu.

La résolution a été adoptée par 491 voix pour, 9 contre et 36 abstentions.

Nouvelles d'Arménie Magazine

03 octobre 2023

L'Assemblée corse à l'unanimité avec l'Artsakh et l'Arménie

[L'Assemblée corse à l'unanimité avec l'Artsakh et l'Arménie - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com/fr/actualites/assemblee-corse-a-l-unanimité-avec-l-artsakh-et-l-arménie)

L'Assemblée de Corse, avec bien sûr un avis favorable du Conseil exécutif de Corse, a adopté jeudi soir à l'unanimité une motion demandant à la France, à l'UE, et à la communauté internationale de s'engager en faveur du Haut-Karabakh, de l'Arménie, et de la paix.

Nouvelles d'Arménie Magazine

03 octobre 2023

Vers un sommet Arménie-Azerbaïdjan à Bruxelles pour tenter de réduire les tensions

Le président azerbaïdjanais et le

Premier ministre arménien ont été invités à se retrouver d'ici à la fin du mois à Bruxelles pour tenter de réduire les fortes tensions entre leurs deux pays, a annoncé jeudi le président du Conseil européen Charles Michel.

Le jour de cette annonce, le chef de l'Etat azerbaïdjanais Ilham Aliev ne s'est toutefois pas rendu à un sommet européen au cours duquel le sujet devait être évoqué.

"J'ai indiqué que j'inviterai les deux dirigeants (MM. Aliev et Nikol Pachinian) pour une réunion à Bruxelles d'ici fin octobre", a déclaré M. Michel dans un entretien avec l'AFP à Grenade, dans le sud de l'Espagne, en marge du sommet de la Communauté politique européenne (CPE, une organisation

ayant pour objectif de renforcer les liens entre l'Union européenne et ceux qui partagent ses valeurs sans en être membres).

Peu avant, l'Azerbaïdjan avait assuré être prêt à des pourparlers avec l'Arménie sous la médiation de l'Union européenne, après son offensive victorieuse dans la région disputée du Haut-Karabakh, où les soldats de la force d'interposition russe démantèlent en conséquence leurs installations.

"Le démantèlement des postes d'observation sur la ligne de front est terminé" dans trois districts, a fait savoir jeudi le ministère russe de la Défense. Ce contingent de maintien de la paix est présent dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu qui avait mis fin aux précédentes hostilités dans cette zone en 2020.

Vladimir Poutine a de son côté jugé jeudi que la reprise du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan était « inévitable », après des critiques du gouvernement arménien, qui accuse la Russie d'inaction.

Cela "était inévitable après la reconnaissance de la souveraineté de l'Azerbaïdjan (sur le Karabakh) par les autorités arméniennes", a lancé le président russe, précisant que l'Arménie était « toujours » l'alliée de Moscou. "Ce n'était qu'une question de temps avant que l'Azerbaïdjan ne commence à

rétablir l'ordre constitutionnel dans cette région", a-t-il ajouté.

- « Réunions tripartites » -

Peu avant l'annonce par M. Michel d'une réunion entre le président azerbaïdjanais et le Premier ministre arménien, Hikmet Hajiev, un conseiller de M. Aliev, avait fait savoir que son pays était "prêt à participer prochainement à Bruxelles à des réunions tripartites entre l'Union européenne, l'Azerbaïdjan et l'Arménie".

L'armée azerbaïdjanaise vient de remporter une victoire éclair face aux séparatistes arméniens du Haut-Karabakh, qui s'est depuis vidé de la quasi totalité de sa population.

A la veille des discussions à Grenade, Ilham Aliev avait déclaré qu'il n'y participerait pas, et ce en raison d'une « atmosphère antiazerbaïdjanaise », selon un responsable azerbaïdjanais. Le chef du gouvernement arménien, qui était quant à lui présent jeudi dans le sud de l'Espagne, avait déploré cette décision.

L'Azerbaïdjan a choisi de s'abstenir à cause de la "politique de militarisation" de la France dans le Caucase, de l'attitude de l'Union européenne vis-à-vis de la région et de l'absence de la Turquie, ce qui ne revient pas à « refuser des discussions avec l'Arménie », avait insisté le même responsable.

La cheffe de la diplomatie française Catherine Colonna avait affirmé mardi que Paris avait « donné son accord » à la livraison de matériel militaire à l'Arménie, qui souhaite se protéger de son voisin azerbaïdjanais.

Le président français Emmanuel Macron a cependant pris soin d'affirmer jeudi à Grenade que le temps n'était « pas aux sanctions » contre l'Azerbaïdjan et qu'il fallait continuer de discuter avec ce pays pour « protéger au mieux » l'Arménie, tandis que ces deux Etats se sont mutuellement accusés de tirs sur leurs troupes respectives près de la frontière.

A Grenade, le Premier ministre arménien a rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui a affirmé que Kiev souhaitait la « stabilité » du Caucase et des « relations amicales avec ses nations ».

L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont opposées au cours de deux guerres, l'une au moment de la dislocation de l'URSS, l'autre à l'automne 2020, pour le contrôle de l'enclave du Haut-Karabakh.

L'Arménie craint désormais que son puissant voisin, bien plus riche et

mieux armé, ne déclenche des opérations dans le sud de son territoire.

Grenade (Espagne), 5 oct 2023 (AFP) -

Turquie- Azerbaïdjan

Nouvelles d'Arménie Magazine

4 octobre 2023

Aliiev refuse de se rendre à la réunion à Grenade où il devait rencontrer Pachinian en accusant la France de « position déconstructive »

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev a refusé de se rendre en Espagne, où une rencontre avec le Premier ministre arménien Nikol Pachinian était prévue demain, 5 octobre, avec la participation des dirigeants de l'UE, de la France et de l'Allemagne.

Les médias azerbaïdjanais rapportent que la raison du refus de la réunion est la « *position déconstructive* » de la France, ainsi que le désaccord de Paris et de Berlin concernant la participation de la Turquie à la réunion.

Dans de telles conditions, la partie azerbaïdjanaise a refusé de négocier.

Auparavant, le journal turc Cumhuriyet avait écrit que le président turc Recep Tayyip Erdogan avait annulé sa participation au sommet de la Communauté politique européenne pour cause de maladie.

Ci-dessous la dépêche de l'AFP sur le sujet.

Le président azerbaïdjanais refuse une rencontre avec le Premier ministre arménien prévue en Espagne

Bakou, 4 oct 2023 (AFP) - Le président azerbaïdjanais Ilham Aliev refuse de prendre part à une rencontre avec le Premier ministre arménien Nikol Pachinian prévue jeudi en Espagne en raison des récentes marques de soutien européennes à Erevan, a indiqué à l'AFP mercredi un responsable azerbaïdjanais.

Selon ce responsable, qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat et confirmait des informations de presse, l'Azerbaïdjan « n'a pas jugé nécessaire de participer aux négociations dans ce format » à Grenade, et M. Aliev ne se rendra pas en Espagne comme prévu.

Il a mis en cause une « atmosphère anti-azerbaïdjanaise qui s'est formée » après la récente victoire éclair de Bakou sur les séparatistes arméniens du Haut-Karabakh.

Cet officiel a notamment cité les « déclarations pro-arméniennes des responsables français », la visite de la ministre des Affaires étrangères

Catherine Colonna en Arménie et ses « déclarations sur la fourniture d'armes et de munitions », ainsi que les « accusations portées hier contre l'Azerbaïdjan par le président du Conseil de l'UE Charles Michel ».

M^{me} Colonna a annoncé mardi soir que Paris avait « donné son accord » pour la livraison de matériel militaire à l'Arménie, qui souhaite se protéger de son voisin azerbaïdjanais.

La ministre française n'a pas précisé de quels équipements il s'agit mais a assuré que Paris agirait « dans ce domaine avec esprit de responsabilité de part et d'autre et sans aucun esprit d'escalade ».

La Première ministre Elisabeth Borne a elle dit vouloir un « plan européen d'appui » à l'Arménie.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont opposées lors de deux guerres, l'une à la dislocation de l'URSS, l'autre à l'automne 2020, pour le contrôle de l'enclave du Haut-Karabakh.

Hier pourtant, selon une source de l'UE, le chef du Conseil européen, Charles Michel, tentait toujours d'organiser une réunion des dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan dans le cadre du sommet de la Communauté politique européenne, qui aura lieu le 5 octobre à Grenade, Espagne.

Krikor Amirzayan

5 octobre 2023

Haut-Karabagh: l'Azerbaïdjan prêt à des pourparlers avec l'Arménie sous médiation de l'Union Européenne

Un conseiller du président Ilham Aliev a assuré que Bakou est ouvert à des discussion avec Erevan, quelques semaines après l'offensive de l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabagh.

L'Azerbaïdjan est prêt à des pourparlers avec l'Arménie sous médiation de l'Union européenne, après son offensive victorieuse au

[Haut-Karabagh](#), a assuré jeudi un conseiller du président azerbaïdjanais, même si celui-ci ne s'est pas rendu à un sommet européen en Espagne où le sujet devait être évoqué.

"L'Azerbaïdjan est prêt à participer prochainement à Bruxelles à des réunions tripartites entre l'Union européenne, l'Azerbaïdjan et l'Arménie", a assuré Hikmet Hajiev, un conseiller du président azerbaïdjanais Ilham Aliev, sur X (ex-Twitter).

Le président Ilham Aliev absent d'un sommet européen

Bakou vient d'emporter une victoire éclair face aux séparatistes arméniens du Haut-Karabagh, qui s'est depuis vidé d'une immense partie de sa population.

Mais à la veille de ce sommet, Ilham Aliev a fait savoir qu'il ne s'y rendrait pas, un responsable de son pays évoquant une "atmosphère anti-azerbaïdjanaise". Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian, qui s'est lui déplacé, avait déploré cette décision.

Selon Hikmet Hajiev, son pays a choisi de ne pas participer à cause de la

"politique de militarisation" de la France dans le Caucase, de l'attitude de l'Union européenne vis-à-vis de la région, et de l'absence de la Turquie.

Mais cela ne revient pas à "refuser des discussions avec l'Arménie", a-t-il insisté.

Rencontre entre Macron et le Premier ministre arménien

La cheffe de la diplomatie française Catherine Colonna a affirmé mardi que [Paris avait "donné son accord" pour la livraison de matériel militaire à l'Arménie](#), qui souhaite se protéger de son voisin azerbaïdjanais.

En parallèle, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont accusé mutuellement de tirs sur leurs troupes respectives près de la frontière jeudi, sans déplorer de blessés.

À Grenade, en l'absence d'Ilham Aliev, Nikol Pachinian aura un entretien avec le président français Emmanuel Macron, le chancelier allemand Olaf Scholz et le président du Conseil européen Charles Michel.

Le Premier ministre a également rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui a dit avoir évoqué la "situation sécuritaire" dans le Caucase.

Volodymyr Zelensky a affirmé que Kiev souhaitait la "stabilité" de la région et des "relations amicales avec ses nations".

Tensions entre Erevan et Moscou

L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont opposées lors de deux guerres, l'une à la dislocation de l'URSS, l'autre à l'automne 2020, pour le contrôle de l'enclave du Haut-Karabagh.

Erevan craint désormais que son puissant voisin, bien plus riche et mieux armé, ne lance des opérations dans ses territoires du sud. D'autant que le pays a été amèrement déçu par son allié russe, qu'il accuse de l'avoir abandonné durant l'offensive au Haut-Karabagh.

L'Arménie, qui s'était rapproché ces derniers temps de l'Occident, n'hésite pas à critiquer les actions de Moscou.

Elle a aussi ratifié cette semaine l'adhésion à la Cour pénale internationale (CPI), ce qui est vu d'un très mauvais oeil par la Russie, la CPI ayant émis au printemps un mandat d'arrêt contre le président Vladimir Poutine pour la "déportation" d'enfants ukrainiens vers la Russie.
